

---

# Demain, la fracture touristique ?

INTERVIEW DE

**GÉRARD DUVAL**

Président de l'Unat (Union nationale des associations de tourisme et de plein air)

(gduval2@wanadoo.fr)

La baisse du pouvoir d'achat, associée à la montée du libéralisme, risque d'avoir un impact fort sur le taux de départ en vacances des Français. Tandis que nombre de familles des classes moyennes ne peuvent ou ne pourront plus partir en vacances, le secteur du tourisme social est sous la menace de l'application de la directive européenne "services". Le tourisme intérieur français pourrait s'en trouver transformé.

**E** La baisse du pouvoir d'achat fait la une des journaux, tandis qu'une étude récente<sup>(1)</sup> fait état d'une nouvelle baisse du taux de départ en vacances en 2007. Quels sont les effets de cette crise sur les clientèles des associations membres de l'Unat ?

La baisse du pouvoir d'achat a des conséquences très directes sur les vacances des cibles traditionnelles de l'Unat : les familles à revenus modestes, les enfants, les adolescents, les jeunes et les seniors n'ayant que de petites retraites.

En ce qui concerne les familles, on observe aujourd'hui une très nette cassure entre celles qui bénéficient d'aides au départ en vacances et celles qui n'en bénéficient pas, cassure que nous ressentons fortement dans nos villages de vacances.

Les familles qui ont la chance d'avoir des aides (principalement

de la part des comités d'entreprise, mais aussi des collectivités territoriales et, dans une moindre mesure, des Caf – caisses d'allocations familiales), continuent de partir dans nos villages de vacances avec des formules en pension complète, c'est-à-dire les formules les plus chères.

Pour celles qui n'ont pas cette chance, à savoir les familles dont les parents sont salariés de PME ou salariés précaires, mais aussi les familles monoparentales et les seniors, le départ en vacances redevient un rêve. À l'exception de quelques jours passés chez "parents et amis", elles n'arrivent que rarement à s'offrir des vacances. Et, quand elles partent, elles privilégient les formules en gîte ou en habitat léger, où elles peuvent gérer au plus juste leur budget.

Bien sûr, je ne parle pas des vacances d'hiver à la montagne qui, par leur prix, sont devenues totalement sélectives (2 500 à 3 000 euros minimum pour un séjour d'une semaine pour quatre personnes, hors équipement vestimentaire indispensable). Même les classes moyennes ne peuvent plus se les offrir aujourd'hui.

**En ce qui concerne les enfants et les adolescents**, l'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes fait nettement apparaître que l'élément économique est le premier facteur de baisse des séjours des enfants en "colonies de vacances".

Là aussi, les aides publiques sont déterminantes. Les trois financeurs, par ordre d'importance, sont les comités d'entreprise, les caisses d'allocations familiales (de moins en moins) et les collectivités territoriales (les communes notamment). Différentes études ont montré que la baisse de la fréquentation des centres de vacances, depuis 1994,

**GÉRARD DUVAL** (62 ans) a consacré la quasi-totalité de sa vie professionnelle au tourisme associatif. La quasi-totalité seulement, car la lecture de son CV révèle qu'il a débuté sa vie professionnelle à quatorze ans, en tant qu'électricien. Et c'est par l'action militante, au sein d'un mouvement de jeunesse chrétienne, qu'il est entré en tourisme à l'âge de 21 ans.

De 1967 à 2005, il a été 10 ans directeur d'une association de voyages, puis 28 ans directeur de centres internationaux de séjour, dont le Fiap Jean Monnet à Paris pendant 16 ans. Un poste qu'il a quitté pour faire valoir ses droits à la retraite (retraite en tant que salarié, mais pas en tant que militant !). Parallèlement, en 1979, il a fondé le réseau de centres d'accueil Ucrif Étapes jeunes (devenus depuis Éthic Étapes) et, en 1987, le Club français du tourisme des jeunes de la Maison de la France (CFTJ). Il est l'un des experts français du tourisme de jeunes.

Durant ces années, il a également été membre du Conseil national du tourisme, administrateur de Maison de la France, secrétaire du bureau du CRT d'Île-de-France et membre du Conseil économique et social régional Île-de-France.

Gérard Duval est aujourd'hui administrateur et secrétaire de l'association Tourisme et Handicaps et vice-président de l'association Valvif.

Il est administrateur de l'Unat depuis 1986, membre du bureau depuis 1998, président de l'Unat Île-de-France.

Après en avoir été longtemps vice-président, il est président de l'Unat depuis février 2008, à la suite de la démission de François Soulage, élu président du Secours catholique, qui ne souhaitait pas cumuler les mandats. Une charge que Gérard Duval a accepté avec un enthousiasme teinté d'un peu de résignation. Il espérait (et sa femme avec lui !) profiter de sa retraite pour prendre (un peu) le temps de vivre.

## PORTRAIT



coïncide avec la baisse des aides des caisses d'allocations familiales, ces aides ayant baissé de moitié entre 1982 et 2004.

De plus en plus souvent, les familles supportent seules le coût des séjours en colonie de vacances. Avec la baisse du pouvoir d'achat, nombre d'entre elles ne peuvent ou ne pourront plus le faire. Et ce sont autant d'enfants qui ne partent pas ou ne partiront plus.

**En ce qui concerne les jeunes**, c'est la tranche des 20-24 ans qui est la plus concernée par le non-départ en

vacances. L'étude Insee-EPCV 2001<sup>(2)</sup> donnait un taux de non-départ de 42 % pour cette tranche d'âge (pour un taux de 35 % de non-partants, toutes tranches d'âge confondues). Aujourd'hui, le taux global de non-départ atteint 41 % et l'on peut penser que le taux de non-départ des 20-24 ans approche les 50 %. Les jeunes, en effet, ne bénéficient d'aucune aide, puisque, pour la plupart, ils ne sont pas encore insérés dans le monde des entreprises ou, quand ils le sont, c'est avec des stages ou des CDD qui ne leur permettent pas de bénéficier des avantages des CE ou du chèque vacances. Ils sont donc totalement dépendants des petits boulots ou de la famille pour financer leurs vacances.

La baisse du pouvoir d'achat les affecte aussi, et notamment la forte augmentation du coût du logement. Dans ce contexte, pour eux, les vacances, c'est "la débrouille". Et c'est souvent aussi, pas de vacances. **Enfin, de nombreux seniors n'ont plus du tout les moyens de partir.**

#### **E** Comment voyez-vous l'avenir ?

Assez noir si rien n'est fait. La baisse du pouvoir d'achat des Français affecte ou va affecter l'ensemble du secteur du tourisme. Depuis plusieurs années, les gens "font attention", "se privent" pour pouvoir continuer à partir. Mais il y a un point au-delà duquel ils ne pourront aller. Les associations membres de l'Unat sont les premières touchées, car elles s'adressent aux catégories qui avaient déjà du mal à partir en vacances. Demain, c'est l'ensemble des opérateurs du secteur qui risquent de sentir fortement les effets de la baisse du pouvoir d'achat.

La situation est d'autant plus préoccupante que, parallèlement à la baisse du pouvoir d'achat, on constate une augmentation (de 15 à 20 %) du coût du transport. Et que, et c'est plus grave, le coût des produits alimentaires risque de continuer à croître. Je pense que nous allons connaître, dans les dix prochaines années, une crise alimentaire mondiale qui se traduira par une très forte augmentation des prix. Or le budget alimentaire est incompressible. Fatalement, cela aura des incidences sur le budget vacances.

Aujourd'hui, on est dans une situation où ne partent en vacances que les catégories aux revenus élevés et celles aux revenus très faibles, qui ont la chance d'être très aidées.

Les catégories modestes ne partent plus, la "classe moyenne" part de moins en moins. Même les familles qui, avec deux salaires, disposent d'un revenu net de 3 500 euros par mois, subissent de plein fouet l'aug-

mentation du coût de la vie. Bientôt, elles devront elles aussi renoncer à leurs vacances.

#### **E** Que faut-il faire ?

En premier lieu, il est temps de réviser la perception que les pouvoirs publics ont du tourisme et de redonner sa place au tourisme national. La politique nationale du tourisme se résume désormais à l'accueil des étrangers, quasi exclusivement. C'est oublier que 55 % des recettes touristiques de notre pays sont dues au tourisme intérieur. Cela veut dire que, si l'on faisait un effort et que l'on organisait l'aide au départ, il serait possible d'augmenter de manière significative notre PIB en favorisant le départ en vacances des Français en France.

Bien sûr, je ne suis pas contre l'accueil des étrangers – j'ai moi-même œuvré pendant des années pour l'accueil des jeunes étrangers en France –, mais il n'y a pas que les étrangers. Le tourisme national doit reprendre sa place.

En second lieu, il est indispensable de renforcer et d'organiser l'aide au départ. Celle-ci doit s'appuyer, comme nous l'avons toujours dit<sup>(3)</sup>, sur les deux leviers que sont l'aide à la personne et l'aide à la rénovation du patrimoine.

Aujourd'hui, les confédérations syndicales, après une période de consumérisme au cours de laquelle elles ont généralisé l'aide au départ sans distinction sociale (ce qui a profité essentiellement aux catégories plus favorisées), se réinvestissent dans une politique sociale du tourisme. Elles jouent à nouveau leur rôle de solidarité.

Si cette évolution va dans le bon sens, elle ne règle pas la question des salariés qui ne bénéficient pas de l'aide d'un comité d'entreprise, c'est-à-dire la majorité. Actuelle-

ment, seulement 35 à 40 % des salariés bénéficient d'un CE. Et cette proportion pourrait bien diminuer. Car, dans la période actuelle de désindustrialisation et de développement du secteur des services, le taux d'entreprises de petite taille s'accroît.

Pour mieux organiser l'aide à la personne, il est nécessaire de créer une instance où ceux qui peuvent être porteur d'une politique sociale du tourisme (l'État, les syndicats, les comités d'entreprise, les caisses d'allocation familiales, les collectives territoriales, l'ANCV...) puissent partager les expériences et mutualiser les moyens. Michelle Demessine, quand elle était secrétaire d'État chargée du Tourisme, avait pris des mesures dans ce sens. Elles n'ont malheureusement pas été reprises par ces successeurs.

Luc Chatel, lorsqu'il était chargé du tourisme, avait programmé un volet "Tourisme pour tous" dans le cadre des Assises du tourisme (les 18 et 19 juin 2008), avec des ateliers de réflexion sur un certain nombre de questions cruciales, dont le chèque vacances et la politique sociale du tourisme. Nous espérons que son successeur, Hervé Novelli, reprendra ce projet et lui donnera toute la dimension que nous en attendons.

Le départ des Français en vacances n'est pas seulement une question d'argent. C'est aussi une question de volonté politique afin de mutualiser et de mettre en réseau ceux qui agissent déjà.

**Quels sont les termes du débat sous-tendu par le concept de "politique sociale du tourisme" ?**

Le débat n'est pas franco-français. Il est européen et renvoie, au-delà du secteur du tourisme, à la notion de "services sociaux d'intérêt géné-

ral (SSIG)" mentionnée dans la directive européenne "services"<sup>(4)</sup>.

Pour certains, les SSIG ne peuvent concerner que les populations en très grande difficulté sociale. Il n'y aurait donc que deux "marchés" : les SSIG pour les populations non solvables, d'un côté, et le marché libéral, de l'autre. Cette vision met en péril une part importante de l'activité des organisations qui se réclament du secteur de l'économie sociale.

L'existence, dans le secteur du tourisme, d'un troisième marché, celui d'un secteur associatif à vocation sociale, n'est pas reconnue par tous. Dans les pays anglo-saxons, par exemple, le social relève du caritatif et de fondations financées par le privé. En France, la position actuelle du Medef n'est pas très éloignée de cette vision.

La position de l'Unat (et avec elle celle des associations belges italiennes, espagnoles, mais aussi des églises allemandes) est que, sans ce marché intermédiaire, le brassage social devient impossible. Les vacances sont un temps de vie et de recomposition avec d'autres gens. Sans brassage social, il y a un fort risque de créer des ghettos et de favoriser la montée des communautarismes. Ce qui ne peut qu'aggraver les problèmes de notre société.

Aujourd'hui, une application à l'anglo-saxonne de la directive services, qui limite le montant maximum des aides publiques, remet en cause l'avenir de nombreuses associations de tourisme social, confrontées au lourd problème de la rénovation du patrimoine et qui ont besoin d'un soutien public de quelques millions d'euros par an. En effet, le parc des villages de vacances, qui a aujourd'hui entre 25 et 30 ans, est vieillissant et doit être très rapidement mis aux normes, en matière tant de confort que d'accessibilité. Déjà, depuis quatre ans, le désengagement de l'État en matière de financement des hébergements est très préjudiciable à ce chantier de rénovation. En effet, même si l'enveloppe n'a jamais été élevée (4,5 à 5 millions d'euros par an), elle avait un effet de levier sur les financements régionaux. Si le montant des aides publiques est plafonné afin de ne pas "fausser la concurrence", c'est l'avenir de nombreux villages de vacances, en secteur rural notamment, qui est en jeu. Et c'est aussi l'avenir des associations de tourisme social elles-mêmes. Alors qu'un nombre croissant de Français n'arrivent plus à partir en vacances, il est essentiel de se battre pour ne pas accentuer ce que d'aucuns pourraient appeler la "fracture touristique". ■

(\*) Propos recueillis par Claudine Desvignes.

NOTES

(1) Baromètre Opodo 2008, réalisé par Raffour Interactif.

(2) Enquête permanente sur les conditions de vie des Français.

(3) Lire notamment : François SOULAGE, "Politique sociale du tourisme. Aide à la pierre et aide à la personne sont indissociables", revue *Espaces tourisme et loisirs*, n°246, mars 2007.

(4) Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur. Les États membres doivent la transposer avant le 31 décembre 2009.